

ATTI PARLAMENTARI

XVIII LEGISLATURA

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. XX

n. 7

SENTENZA DELLA CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO

5 LUGLIO 2018

CASTELLO DEL POGGIO, RICORSO N. 30015/09

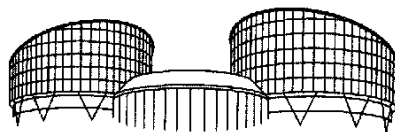
(Articolo 5, comma 3, lettera a-bis), della legge 23 agosto 1988, n. 400)

Trasmessa alla Presidenza il 26 ottobre 2018

PAGINA BIANCA

ELENCO DELLE SENTENZE DI CONDANNA EMESSE DALLA CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO NEI CONFRONTI DELL'ITALIA DIVENUTE DEFINITIVE

N.	Ricorso	Nominativo ricorrente	Data pronuncia	Articoli Convenzione violati
1	n. 24/11	CENTRO DE MARZIO S.R.L.	05.07.2018	Violazione art. 1 Protocollo 1-protezione della proprietà. Ricorso proposto da una società medico-diagnostica convenzionata con il s.s.n. per i danni economici subiti a causa della <i>revoca</i> della convenzione da parte della Regione Puglia.
2	n. 30015/09	CASTELLO DEL POGGIO e altri	05.07.2018	Violazione dell'articolo 6 § 1 della Convenzione - diritto a un equo processo. Ricorso riconducibile al filone ripetitivo <i>Silverfunghi s.a.s. e altri c. Italia</i> , avente ad oggetto l'ingerenza del legislatore, sui procedimenti giudiziari pendenti, con norma di interpretazione autentica n. 326/2003, in materia di contributi previdenziali versati ai dipendenti dalle soc. agricole italiane.
3	n. 6360/13	D'ACUNTO E PIGNATARO	12.07.2018	Violazione dell'art. 8 della Convenzione - diritto al rispetto della vita privata e familiare. Ricorso proposto dalla madre e dalla nonna di 2 bambini, riguardante l'allontanamento dei minori dal domicilio familiare e la sospensione della potestà genitoriale.



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

PREMIÈRE SECTION

AFFAIRE CASTELLO DEL POGGIO S.S. ET AUTRES c. ITALIE

(Requêtes n^{os} 30015/09 et 2 autres - voir liste en annexe)

ARRÊT

STRASBOURG

5 juillet 2018

Cet arrêt est définitif. Il peut subir des retouches de forme.



ARRÊT CASTELLO DEL POGGIO S.S. ET AUTRES c. ITALIE

1

En l'affaire Castello Del Poggio S.S. et autres c. Italie,

La Cour européenne des droits de l'homme (première section), siégeant en un comité composé de :

Kristina Pardalos, *présidente*,

Pauliine Koskelo,

Tim Eicke, *juges*,

et de Renata Degener, *greffière adjointe de section*,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil le 12 juin 2018,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette date :

PROCÉDURE

1. À l'origine de l'affaire se trouvent trois requêtes dirigées contre la République italienne et introduites par trois sociétés dont le siège se trouve en Italie en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« la Convention ») (voir annexe).

2. Les requérantes ont été représentées par M^e A. Todaro, avocat à Rome. Le gouvernement italien (« le Gouvernement ») a été représenté par son agent, M^{me} E. Spatafora, et par son coagent, M^{me} P. Accardo.

3. Le 11 mars 2015, le grief concernant la violation alléguée de l'article 6 § 1 a été communiqué au Gouvernement et les requêtes ont été déclarées irrecevables pour le surplus conformément à l'article 54 § 3 du règlement de la Cour.

EN FAIT**I. LES CIRCONSTANCES DE L'ESPÈCE**

4. À partir des années 1980, les sociétés agricoles italiennes, dont les requérantes, bénéficièrent d'une double réduction au travers d'avantages et d'exonérations des cotisations de sécurité sociale qu'elles versaient pour leurs employés.

5. En juillet 1988, l'Institut national de la sécurité sociale (INPS) publia une circulaire selon laquelle les avantages et les exonérations n'étaient pas cumulatifs mais alternatifs (pour une analyse plus détaillée du contexte pertinent, voir l'arrêt *Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. et autres c. Italie* (n^{os} 48357/07, 52677/07, 52687/07 et 52701/07, §§ 5-15, 24 juin 2014).

6. À des dates diverses, les requérantes engagèrent des procédures contre l'INPS en contestant l'application de la circulaire.

2

ARRÊT CASTELLO DEL POGGIO S.S. ET AUTRES c. ITALIE

7. Les requérantes obtinrent gain de cause en première instance. L'INPS interjeta appel.

8. En novembre 2003, alors que les procédures entamées par les requérantes étaient pendantes devant les cours d'appel, le législateur italien adopta la loi n° 326/2003, qui énonçait expressément que les avantages et les exonérations n'étaient pas cumulatifs, mais alternatifs.

9. Les juridictions internes, en application de ladite loi, rejetèrent les demandes des requérantes. Les requérantes restituèrent les sommes que les tribunaux de première instance leur avaient provisoirement accordées.

II. LE DROIT ET LA PRATIQUE INTERNES PERTINENTS

10. Le droit et la pratique internes pertinents se trouvent décrits dans l'arrêt *Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. et autres (précité)*.

EN DROIT

I. SUR LA JONCTION DES REQUÊTES

11. Compte tenu de la similitude des requêtes quant aux faits et aux questions de fond qu'elles posent, la Cour décide de les joindre et de les examiner conjointement.

II. SUR LA DEMANDE DE RADIATION DES REQUÊTES AU SENS DE L'ARTICLE 37 DE LA CONVENTION

12. Après l'échec des tentatives de règlement amiable, par une lettre du 26 mai 2017 adressée à la Cour, le Gouvernement a présenté une déclaration unilatérale afin de résoudre la question soulevée par les requêtes. Il a également invité la Cour à rayer celles-ci du rôle en vertu de l'article 37 de la Convention en contrepartie du versement de sommes destinées à couvrir tout préjudice matériel et moral ainsi que les frais et dépens et de la reconnaissance de la violation l'article 6 § 1 de la Convention.

13. Les requérantes n'ont soumis aucun commentaire à cet égard.

14. La Cour a affirmé que, dans certaines circonstances, il peut être indiqué de rayer une requête du rôle en vertu de l'article 37 § 1 c) de la Convention sur la base d'une déclaration unilatérale du gouvernement défendeur même si le requérant souhaite que l'examen de l'affaire se poursuive. Ce seront toutefois les circonstances particulières de la cause qui permettront de déterminer si la déclaration unilatérale offre une base suffisante pour que la Cour conclue que le respect des droits de l'homme garantis par la Convention n'exige pas qu'elle poursuive l'examen de l'affaire au sens de l'article 37 § 1 *in fine* (voir, parmi

ARRÊT CASTELLO DEL POGGIO S.S. ET AUTRES c. ITALIE

3

d'autres, *Tahsin Acar c. Turquie* (exceptions préliminaires) [GC], n° 26307/95, § 75, CEDH 2003-VI; et *Melnic c. Moldova*, n° 6923/03, § 14, 14 novembre 2006).

15. Parmi les facteurs à prendre en compte à cet égard figurent, entre autres, les concessions éventuellement formulées par le gouvernement défendeur dans sa déclaration unilatérale en ce qui concerne les allégations de violation de la Convention. Dans cette hypothèse, il faut alors déterminer quelle est l'ampleur de ces concessions et quelles sont les modalités du redressement que le Gouvernement entend fournir à la requérante. Quant à ce dernier point, dans les cas où il est possible d'effacer les conséquences d'une violation alléguée (par exemple dans certaines affaires de propriété) et où le gouvernement défendeur se déclare disposé à le faire, le redressement envisagé a davantage de chances d'être tenu pour adéquat aux fins d'une radiation de la requête (*Tahsin Acar*, précité, § 76).

16. En l'espèce, sur la question de savoir s'il est opportun de rayer les présentes requêtes sur la base de la déclaration unilatérale du Gouvernement, la Cour relève que les montants à titre de dommage matériel et de frais et dépens offerts sont insuffisants par rapport aux sommes octroyées par elle dans le *leading case Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. et autres* (précité, §§ 110-117, voir également *Frubona Cooperativa Frutticoltori Bolzano-Nalles S.C.A. et autres c. Italie* [comité], n° 4180/08 et 49 autres, §§ 29-31, 7 décembre 2017).

17. Dans ces conditions, la Cour considère que la présente déclaration unilatérale ne constitue pas une base suffisante pour permettre de conclure que le respect des droits de l'homme garantis par la Convention n'exige pas la poursuite de l'examen de la requête.

18. Partant, la Cour rejette la demande de radiation des requêtes du rôle formulée par le Gouvernement en vertu de l'article 37 § 1 c) de la Convention, et décide de poursuivre l'examen des requêtes sur la recevabilité et sur le fond.

III. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE 6 § 1 DE LA CONVENTION

19. Les requérantes allèguent que l'adoption de la loi n° 326/2003 a constitué une ingérence du législateur dans des procédures judiciaires en violation de leur droit à un procès équitable tel que prévu par l'article 6 § 1 de la Convention, ainsi libellé :

« 1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, par un tribunal (...) qui décidera (...) des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, (...) »

20. Le Gouvernement s'oppose à cette thèse.



A. Sur la recevabilité

21. Constatant que les requêtes ne sont pas manifestement mal fondées au sens de l'article 35 § 3 a) de la Convention et qu'elles ne se heurtent par ailleurs à aucun autre motif d'irrecevabilité, la Cour les déclare recevables.

B. Sur le fond

22. Les requérantes demandent à la Cour de conclure à la violation de l'article 6 § 1 en se fondant sur des arguments tout à fait similaires à celles qui ont été soulevés dans l'affaire *Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. et autres* (précitée, §§ 62-68).

23. Le Gouvernement réitère également les arguments soumis dans le cadre de l'affaire citée ci-dessus (*Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. et autres*, précitée, §§ 69-75).

24. La Cour rappelle que dans l'arrêt *Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. et autres* (précité) elle avait conclu à la violation de l'article 6 § 1 (§§ 76-89). En l'absence de tout argument nouveau soulevé par le Gouvernement, la Cour ne voit pas de raison de s'écarter de la conclusion à laquelle elle était parvenue.

25. Partant, la Cour juge qu'il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention.

IV. SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 41 DE LA CONVENTION

26. Aux termes de l'article 41 de la Convention,

« Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses Protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable. »

A. Dommage*Les arguments des parties*

27. Les requérantes réclament à titre de dommage matériel les sommes correspondant aux montants qu'elles ont dû restituer à l'INPS à la suite du rejet de leur demande de la part des tribunaux internes en raison de l'application de la loi litigieuse (voir paragraphe 9 ci-dessus) assorties des intérêts jusqu'en 2015, à savoir :

- i. requête n° 30015/09 : 22 892,15 euros (EUR) ;
- ii. requête n° 34644/09 : 39 002,51 EUR ;
- iii. requête n° 10723/10 : 307 058,85 EUR.

28. Le Gouvernement estime que le constat de violation constitue en soi une réparation adéquate.

ARRÊT CASTELLO DEL POGGIO S.S. ET AUTRES c. ITALIE

5

29. La Cour note que dans le cadre de l'affaire précitée ci-dessus la loi de 2003 avait été appliquée pour la première fois par les juridictions d'appel (voir paragraphes 8 et 9 ci-dessus).

30. La Cour considère que, conformément à l'approche adoptée dans l'affaire *Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. et autres* (précité, § 112) et (*Frubona Cooperativa Frutticoltori Bolzano-Nalles S.C.A. et autres*, précité, §§ 29-31), il y a lieu d'accorder aux requérantes les sommes suivantes :

- i. requête n° 30015/09 : 9 100 EUR ;
- ii. requête n° 34644/09 : 15 500 EUR ;
- iii. requête n° 10723/10 : 114 950 EUR.

B. Frais et dépens

31. Les requérantes demandent le remboursement des sommes suivantes pour les frais et dépens engagés devant les juridictions internes :

- i. requête n° 30015/09 : 1 999,87 EUR ;
- ii. requête n° 34644/09 : 2 040 EUR ;
- iii. requête n° 10723/10 : 22 085 EUR.

32. Le Gouvernement ne présente pas d'observations sur ce point.

33. Compte tenu des documents dont elle dispose et de sa jurisprudence (*Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. et autres*, précité, §§ 115-117), la Cour estime raisonnable d'accorder aux requérantes les sommes suivantes :

- i. requête n° 30015/09 : 2 000 EUR ;
- ii. requête n° 34644/09 : 2 040 EUR ;
- iii. requête n° 10723/10 : 13 504 EUR.

C. Intérêts moratoires

34. La Cour juge approprié de calquer le taux des intérêts moratoires sur le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne majoré de trois points de pourcentage.

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

- 1. *Décide* de joindre les requêtes ;
- 2. *Rejette* la demande de radiation du rôle des requêtes ;
- 3. *Déclare* les requêtes recevables ;
- 4. *Dit* qu'il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention ;



6

ARRÊT CASTELLO DEL POGGIO S.S. ET AUTRES c. ITALIE

5. *Dit* que l'État défendeur doit verser, dans les trois mois :
- a) les sommes suivantes, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt, pour dommage matériel :
 - i. à la requérante de la requête n° 30015/09 : 9 100 EUR (neuf mille cent euros) ;
 - ii. à la requérante de la requête n° 34644/09 : 15 500 EUR (quinze mille cinq cents euros) ;
 - iii. à la requérante de la requête n° 10723/10 : 114 950 EUR (cent quatorze mille neuf cent cinquante euros) ;
 - b) les sommes suivantes, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt, pour frais et dépens devant les tribunaux nationaux :
 - i. à la requérante de la requête n° 30015/09 : 2 000 EUR (deux mille euros) ;
 - ii. à la requérante de la requête n° 34644/09 : 2 040 EUR (deux mille quarante euros)
 - iii. à la requérante de la requête n° 10723/10 : 13 504 EUR (treize mille cinq cent quatre euros)
 - c) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ces montants seront à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage ;
6. *Rejette* la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 5 juillet 2018, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement de la Cour.

Renata Degener
Greffière adjointe

Kristina Pardalos
Présidente



ARRÊT CASTELLO DEL POGGIO S.S. ET AUTRES c. ITALIE

7

ANNEXE

N°	Requête N°	Introduite le	Requérant Siège
1.	30015/09	04/06/2009	CASTELLO DEL POGGIO S.S. Rome
2.	34644/09	18/06/2009	CASTELLO D'ALBOLA S.S. Rome
3.	10723/10	22/02/2010	AZIONARIA CONDUZIONE TERRENI AGRICOLI ACTA S.P.A. Vicenza



© Ministero della Giustizia, Direzione generale del contenzioso e dei diritti umani.

Permission to re-publish this translation has been granted by the Italian Ministry of Justice for the sole purpose of its inclusion in the Court's database HUDOC

CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO

PRIMA SEZIONE

CAUSA CASTELLO DEL POGGIO S.S. E ALTRI c. ITALIA

(Ricorsi nn. 30015/09 e altri 2 - si veda l'elenco allegato)

SENTENZA

STRASBURGO

5 luglio 2018

Questa sentenza è definitiva. Può subire modifiche di forma.

Nella causa Castello Del Poggio S.S. e altri c. Italia,

La Corte europea dei diritti dell'uomo (prima sezione), riunita in un comitato composto da:

Kristina Pardalos, presidente,

Pauliine Koskelo,

Tim Eicke, giudici,

e da Renata Degener, cancelliere aggiunto di sezione,

Dopo avere deliberato in camera di consiglio il 12 giugno 2018,

Emette la seguente sentenza, adottata in tale data:

PROCEDURA

1. All'origine della causa vi sono tre ricorsi presentati contro la Repubblica italiana da tre società, aventi sede in Italia, ai sensi dell'articolo 34 della Convenzione per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali («la Convenzione») (si veda l'allegato).

2. Le ricorrenti sono state rappresentate dall'avv. A. Todaro del foro di Roma. Il governo italiano («il Governo») è stato rappresentato dal suo agente, E. Spatafora, e dal suo co-agente, P. Accardo.

3. L'11 marzo 2015 la doglianza relativa alla dedotta violazione dell'articolo 6 § 1 è stata comunicata al Governo e i ricorsi sono stati dichiarati irricevibili per il resto conformemente all'articolo 54 § 3 del regolamento della Corte.

IN FATTO

I. LE CIRCOSTANZE DEL CASO DI SPECIE

4. A partire dagli anni 1980, le società agricole italiane, tra cui le ricorrenti, usufruirono di una duplice riduzione attraverso benefici e sgravi dei contributi previdenziali che versavano per i loro dipendenti.



5. Nel luglio 1988 l'Istituto Nazionale Previdenza Sociale (INPS) pubblicò una circolare secondo la quale i benefici e gli sgravi non erano cumulativi ma alternativi (per un'analisi più dettagliata del contesto pertinente, si veda la sentenza Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. e altri c. Italia (nn. 48357/07, 52677/07, 52687/07 e 52701/07, §§ 5-15, 24 giugno 2014).

6. In date diverse, le ricorrenti intentarono delle azioni contro l'INPS contestando l'applicazione della circolare.

7. Le ricorrenti vinsero la causa in primo grado. L'INPS interpose appello.

8. Nel novembre 2003, mentre le azioni intentate dalle ricorrenti erano pendenti dinanzi alle corti d'appello, il legislatore italiano adottò la legge n. 326/2003, che prevedeva espressamente che i benefici e gli sgravi non erano cumulativi, ma alternativi.

9. I giudici nazionali, in applicazione di detta legge, respinsero le domande delle ricorrenti. Le ricorrenti restituirono le somme che i tribunali di primo grado avevano accordato loro in via provvisoria.

II. IL DIRITTO E LA PRASSI INTERNI PERTINENTI

10. Il diritto e la prassi interni pertinenti sono descritti nella sentenza Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. e altri (sopra citata).

IN DIRITTO

I. SULLA RIUNIONE DEI RICORSI

11. Tenuto conto della similitudine dei ricorsi per quanto riguarda i fatti e le questioni di merito che questi sollevano, la Corte decide di riunirli e di esaminarli congiuntamente.

II. SULLA DOMANDA DI CANCELLAZIONE DEI RICORSI AI SENSI DELL'ARTICOLO 37 DELLA CONVENZIONE

12. Dopo l'insuccesso dei tentativi di composizione amichevole, con una lettera del 26 maggio 2017, indirizzata alla Corte, il Governo ha presentato una dichiarazione unilaterale allo scopo di risolvere la questione sollevata dai ricorsi, e ha invitato la Corte a cancellare questi ultimi dal ruolo in virtù dell'articolo 37 della Convenzione in cambio del versamento di somme destinate a coprire ogni danno materiale e morale e le spese, e del riconoscimento della violazione dell'articolo 6 § 1 della Convenzione.

13. Le ricorrenti non hanno presentato alcuna osservazione al riguardo.

14. La Corte ha affermato che, in determinate circostanze, può essere indicato cancellare un ricorso dal ruolo in virtù dell'articolo 37 § 1 c) della Convenzione sulla base di una dichiarazione unilaterale del Governo convenuto anche se il ricorrente auspica che l'esame della causa prosegua. Saranno tuttavia le circostanze particolari della causa che permetteranno di determinare se la dichiarazione unilaterale offra una base sufficiente affinché la Corte concluda che il rispetto dei diritti dell'uomo sanciti dalla Convenzione non esige che essa prosegua l'esame della causa ai sensi dell'articolo 37 § 1 in fine (si vedano, tra altre, Tahsin Acar c. Turchia (eccezioni preliminari) [GC], n. 26307/95, § 75, CEDU 2003 VI; e Melnic c. Moldavia, n. 6923/03, § 14, 14 novembre 2006).

15. Tra i fattori da prendere in considerazione a tale proposito vi sono, tra l'altro, le concessioni eventualmente formulate dal governo convenuto, nella sua dichiarazione unilaterale, per quanto riguarda le dedotte violazioni della Convenzione. In questa ipotesi, dovranno essere determinate la portata di tali concessioni e le modalità del risarcimento che il Governo intende fornire alla ricorrente. Per quanto riguarda quest'ultimo punto, nei casi in cui è possibile cancellare le conseguenze di una violazione dedotta (ad esempio in alcune cause in materia di proprietà) e in cui il Governo convenuto si dichiara disposto a farlo, il risarcimento previsto ha più probabilità di essere considerato adeguato ai fini di una cancellazione del ricorso dal ruolo (Tahsin Acar, sopra citata, § 76).

16. Nella fattispecie, sulla questione se sia opportuno cancellare i presenti ricorsi dal ruolo sulla base della dichiarazione unilaterale del Governo, la Corte osserva che le somme offerte per il danno materiale e le spese sono insufficienti rispetto alle somme che ha accordato nel leading case Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. e altri (sopra citata, §§ 110-117, si veda anche Frubona Cooperativa Frutticoltori Bolzano-Nalles S.C.A. e altri c. Italia [comitato], n. 4180/08 e altri 49, §§ 29-31, 7 dicembre 2017).

17. In queste condizioni, la Corte considera che la presente dichiarazione unilaterale non costituisca una base sufficiente per permettere di concludere che il rispetto dei diritti dell'uomo sanciti dalla Convenzione non esige la prosecuzione dell'esame del ricorso.

18. Pertanto, la Corte respinge la domanda di cancellazione dei ricorsi dal ruolo formulata dal Governo in virtù dell'articolo 37 § 1 c) della Convenzione, e decide di proseguire l'esame dei ricorsi sulla ricevibilità e sul merito.

III. SULLA DEDOTTA VIOLAZIONE DELL'ARTICOLO 6 § 1 DELLA CONVENZIONE

19. Le ricorrenti affermano che l'adozione della legge n. 326/2003 ha costituito una ingerenza del legislatore nei procedimenti giudiziari in violazione del loro diritto a un processo equo previsto dall'articolo 6 § 1 della Convenzione, che recita:

«1. Ogni persona ha diritto a che la sua causa sia esaminata equamente (...) da un tribunale (...), il quale sia chiamato a pronunciarsi sulle controversie sui suoi diritti e doveri di carattere civile, (...)»

20. Il Governo si oppone a questa tesi.

A. Sulla ricevibilità

21. Constatando che i ricorsi non sono manifestamente infondati ai sensi dell'articolo 35 § 3 a) della Convenzione e non incorrono in altri motivi di irricevibilità, la Corte li dichiara ricevibili.

B. Sul merito

22. Le ricorrenti chiedono alla Corte di concludere che vi è stata violazione dell'articolo 6 § 1 basandosi su argomenti del tutto simili a quelli proposti nella causa Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. e altri (sopra citata, §§ 62-68).

23. Anche il Governo ribadisce gli argomenti proposti nell'ambito della causa sopra citata (Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. e altri, sopra citata, §§ 69-75).

24. La Corte rammenta che nella sentenza Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. e altri (sopra citata) aveva concluso che vi è stata violazione dell'articolo 6 § 1 (§§ 76-89). In

assenza di nuovi argomenti sollevati dal Governo, la Corte non ravvisa alcun motivo per discostarsi dalla conclusione alla quale era giunta.

25. Pertanto, la Corte conclude che vi è stata violazione dell'articolo 6 § 1 della Convenzione.

IV. SULL'APPLICAZIONE DELL'ARTICOLO 41 DELLA CONVENZIONE

26. Ai sensi dell'articolo 41 della Convenzione,
«Se la Corte dichiara che vi è stata violazione della Convenzione o dei suoi Protocolli e se il diritto interno dell'Alta Parte contraente non permette se non in modo imperfetto di rimuovere le conseguenze di tale violazione, la Corte accorda, se del caso, un'equa soddisfazione alla parte lesa.»

A. Danno

Gli argomenti delle parti

27. Le ricorrenti chiedono, per il danno materiale, le somme corrispondenti agli importi che hanno dovuto restituire all'INPS in seguito al rigetto della loro domanda da parte dei tribunali interni a causa dell'applicazione della legge contestata (paragrafo 9 supra) maggiorate degli interessi fino al 2015, ossia:

- i. ricorso n. 30015/09: 22.892,15 euro (EUR);
- ii. ricorso n. 34644/09: 39.002,51 EUR;
- iii. ricorso n. 10723/10: 307.058,85 EUR.

28. Il Governo ritiene che la constatazione di violazione costituisca di per sé una riparazione adeguata.

29. La Corte osserva che, nell'ambito della causa sopra citata, la legge del 2003 era stata applicata per la prima volta dai giudici di appello (paragrafi 8 e 9 supra).

30. La Corte considera, conformemente all'approccio adottato nelle cause Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. e altri (sopra citata, § 112) e Frubona Cooperativa Frutticoltori Bolzano-Nalles S.C.A. e altri (sopra citata, §§ 29-31), doversi accordare alle ricorrenti le somme seguenti:

- i. ricorso n. 30015/09: 9.100 EUR;
- ii. ricorso n. 34644/09: 15.500 EUR;
- iii. ricorso n. 10723/10: 114.950 EUR.

B. Spese

31. Le ricorrenti chiedono il rimborso delle somme seguenti per le spese sostenute per i procedimenti dinanzi ai giudici nazionali:

- i. ricorso n. 30015/09: 1.999,87 EUR;
- ii. ricorso n. 34644/09: 2.040 EUR;
- iii. ricorso n. 10723/10: 22.085 EUR.

32. Il Governo non ha presentato osservazioni su questo punto.



33. Tenuto conto dei documenti di cui dispone e della sua giurisprudenza (Azienda Agricola Silverfunghi S.a.s. e altri, sopra citata, §§ 115-117), la Corte considera ragionevole accordare alle ricorrenti le seguenti somme:

- i. ricorso n. 30015/09: 2.000 EUR;
- ii. ricorso n. 34644/09: 2.040 EUR;
- iii. ricorso n. 10723/10: 13.504 EUR.

C. Interessi moratori

34. La Corte ritiene opportuno basare il tasso degli interessi moratori sul tasso di interesse delle operazioni di rifinanziamento marginale della Banca centrale europea maggiorato di tre punti percentuali.

PER QUESTI MOTIVI, LA CORTE, ALL'UNANIMITÀ,

Fatta in francese, poi comunicata per iscritto il 5 luglio 2018, in applicazione dell'articolo 77 §§ 2 e 3 del regolamento della Corte.

- 1. *Decide* di riunire i ricorsi;
- 2. *Rigetta* la domanda di cancellazione dal ruolo dei ricorsi;
- 3. *Dichiara* i ricorsi ricevibili;
- 4. *Dichiara* che vi è stata violazione dell'articolo 6 § 1 della Convenzione;
- 5. *Dichiara* che lo Stato convenuto deve versare, entro tre mesi:
 - a. le somme seguenti, più l'importo eventualmente dovuto a titolo di imposta, per il danno materiale:
 - i. alla ricorrente del ricorso n. 30015/09: 9.100 EUR (novemilacento euro);
 - ii. alla ricorrente del ricorso n. 34644/09: 15.500 EUR (quindicimilacinquecento euro);
 - iii. alla ricorrente del ricorso n. 10723/10: 114.950 EUR (centoquattordicimilanovecentocinquanta euro);
 - b. le somme seguenti, più l'importo eventualmente dovuto a titolo di imposta, per le spese per i procedimenti dinanzi ai tribunali nazionali:
 - i. alla ricorrente del ricorso n. 30015/09: 2.000 EUR (duemila euro);
 - ii. alla ricorrente del ricorso n. 34644/09: 2.040 EUR (duemilaquaranta euro);
 - iii. alla ricorrente del ricorso n. 10723/10: 13.504 EUR (tredicimilacinquecentoquattro euro);
 - c. che, a decorrere dalla scadenza di detto termine e fino al versamento, tali importi dovranno essere maggiorati di un interesse semplice a un tasso equivalente a quello delle operazioni di rifinanziamento marginale della Banca centrale europea applicabile durante quel periodo, aumentato di tre punti percentuali;
- 6. *Rigetta* la domanda di equa soddisfazione per il resto.

Fatta in francese, poi comunicata per iscritto il 5 luglio 2018, in applicazione dell'articolo 77 §§ 2 e 3 del regolamento della Corte.

Kristina Pardalos
Presidente

Renata Degener
Cancelliere aggiunto



Allegato

N.	Ricorso N.	Presentato il	Ricorrente Sede
1.	30015/09	04/06/2009	CASTELLO DEL POGGIO S.S. Roma
2.	34644/09	18/06/2009	CASTELLO D'ALBOLA S.S. Roma
3.	10723/10	22/02/2010	AZIONARIA CONDUZIONE TERRENI AGRICOLI ACTA S.P.A. Vicenza

PAGINA BIANCA

PAGINA BIANCA



180200036170